

tion de la possession d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit doit être maintenue pour les fonctions de greffier en chef de la cour d'appel ou de la cour de travail.

La préoccupation de maintenir cette condition est apparue lors de la discussion au Sénat du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'article 104 de la Constitution.

Un membre a déclaré savoir par expérience professionnelle que presque aucun docteur ou licencié en droit n'entre en ligne de compte pour les fonctions de greffier ou de greffier en chef d'un tribunal... En conséquence, il n'a aucune objection contre l'adoption de la présente proposition de loi.

A son avis, l'efficacité est plus importante dans ce domaine que la possession d'un diplôme.

* * *

Plusieurs amendements ont été présentés à cette proposition.

Le premier, de M. Ducobu, tient compte du fait que les tribunaux du travail n'ont commencé à fonctionner qu'à partir du 1^{er} novembre 1970 (voir Doc. n° 47/2). Il est en effet impossible que, dans quelques mois, au moment de la publication comme loi de la présente proposition de loi, les candidats aux fonctions de greffier en chef d'une cour du travail aient déjà exercé pendant cinq ans la fonction de greffier à la cour du travail. C'est la raison pour laquelle la loi devrait disposer que, pendant un délai d'une année à compter de sa publication, le candidat pourra être nommé s'il a exercé depuis le 1^{er} novembre 1970 les fonctions de greffier d'une cour de travail.

Cet amendement ne concerne que la première nomination de greffier en chef des cours du travail d'Anvers et de Mons.

L'auteur du deuxième amendement, M. Baudson, estime également qu'il convient de donner aux greffiers des cours du travail qui ne sont pas docteurs en droit la possibilité d'être promus greffier en chef sans avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de greffier d'une cour du travail (voir Doc. n° 47/3).

Etant donné que les tribunaux du travail n'ont commencé à fonctionner qu'à partir du 1^{er} novembre 1970, les greffiers des cours du travail qui ne sont pas docteurs en droit ne pourront satisfaire qu'à partir du 1^{er} novembre 1975 à la condition générale de 5 ans d'exercice de la fonction.

Il y a lieu de faire observer qu'il s'agit d'une mesure temporaire; c'est la raison pour laquelle il a été proposé que la loi, qui a pour but de donner aux greffiers des cours du travail les chances de promotion que la disposition en cause donne aux greffiers des cours d'appel, ne puisse sortir ses effets que jusqu'au 30 octobre 1975, au plus tard.

L'auteur du deuxième amendement a estimé qu'un problème social se pose en ce qui concerne le recrutement du personnel des greffes.

Les chances de promotion de ce personnel doivent être sauvegardées.

M. Uytendaele, auteur du sous-amendement au premier amendement, a déclaré que le texte initial de la proposition de loi doit être complété par une disposition qui permette aux greffiers en chef d'un conseil de prud'hommes d'appel ou d'une commission administrative juridictionnelle d'appel qui ont exercé cette fonction pendant cinq ans, d'être nommés greffier en chef d'une cour du travail (voir Doc. n° 47/4).

Il a amendé son sous-amendement en le rapportant aux deux amendements et en remplaçant les mots "la fonction de greffier en chef" par les mots "une fonction équivalente à celle de greffier en chef".

dar de vereiste van het bezit van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten moet behouden blijven voor het ambt van hoofdgreffier van het hof van beroep of van het arbeidshof.

Tijdens de bespreking in de Senaat van het wetsontwerp betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van artikel 104 van de Grondwet kwam de bezorgdheid om deze vereiste te behouden naar voren.

Een lid verklaart dat hij uit beroepservaring weet dat praktisch geen doctors of licentiaten in de rechten voor het ambt van greffier of hoofdgreffier van een rechtbank in aanmerking komen. Derhalve heeft hij geen bezwaar tegen de aanneming van het onderhavige wetsvoorstel.

Hij meent dat op dit gebied de doeltreffendheid belangrijker is dan het bezit van een diploma.

■ ■ ■

Op dit voorstel werden verscheidene amendementen ingediend.

Het eerste van de heer Ducobu houdt rekening met de inwerkingtreding van de arbeidsrechtbanken vanaf 1 november 1970. (zie Stuk n° 47/2). Het is immers onmogelijk dat bij de bekendmaking als wet, over enkele maanden, van het onderhavige wetsvoorstel, kandidaten tot het ambt van hoofdgreffier in een arbeidshof, reeds gedurende 5 jaar het ambt van greffier bij een arbeidshof hebben uitoefend. Daarom zou de wet moeten bepalen dat gedurende een termijn van een jaar, te rekenen van de bekendmaking ervan, een kandidaat zou kunnen benoemd worden die sinds 1 november 1970 het ambt van greffier van een arbeidshof heeft uitoefend.

Dit amendement betreft enkel de eerste benoeming tot hoofdgreffier in de arbeidshoven van Antwerpen en Bergen.

De auteur van het tweede amendement, de heer Baudson, meent eveneens dat aan de greffiers van de arbeidshoven, die geen doctors in de rechten zijn, de mogelijkheid moet geboden worden bevorderd te worden tot hoofdgreffier zonder gedurende 5 jaar het ambt van greffier bij een arbeidshof te hebben uitoefend (zie Stuk n° 47/3).

Daar de arbeidsrechtbanken pas vanaf 1 november 1970 in werking zijn getreden, zouden de greffiers van de arbeidshoven, die geen doctors in de rechten zijn, eerst vanaf 1 november 1975 de algemene voorwaarde van 5 jaar ambtsuitoefening kunnen vervullen.

Er zijn opgemerkt dat het een tijdelijke maatregel is; daarom wordt de datum van 30 oktober 1973 voorgesteld als limiet voor de uitwerking van de wet die tot doel heeft de greffiers van de arbeidshoven de kansen op bevordering te geven die de betrokken bepaling aan de greffiers van de hoven van beroep geeft.

De auteur van het tweede amendement meent dat er een sociaal probleem bestaat in verband met de aanwerving van personeel in de greffies.

De bevorderingskansen voor het personeel van de greffie moeten behouden blijven.

De heer Uytendaele, auteur van het sub-amendement op het eerste amendement verklaart dat het oorspronkelijke wetsvoorstel moet aangevuld worden met een bepaling die aan de hoofdgreffiers bij een werkrechtssraad van beroep of bij een administratieve rechtsprekende commissie van hoger beroep de kans geeft om na 5 jaar uitoefening van dit ambt benoemd te worden tot hoofdgreffier van een arbeidshof (zie Stuk n° 47/4).

Hij amendeert zijn sub-amendement door het betrekking te doen hebben op de twee voornoemde amendementen en door de woorden "het ambt van hoofdgreffier" te vervangen door de woorden "een gelijkwaardig ambt als hoofdgreffier".

L'auteur de la proposition de loi a estimé qu'il convient de permettre la promotion au grade de greffier en chef après un certain nombre d'années d'exercice de la fonction.

Il s'agit donc d'un problème social. Fixer une date déterminée dans une disposition légale soulève certaines objections.

L'auteur du deuxième amendement a cependant estimé qu'en agissant ainsi on augmentait les chances de promotion du personnel des greffes.

Le Ministre de la Justice a déclaré que la proposition de loi constitue un pas en arrière parce qu'actuellement les greffiers en chef des cours d'appel sont des docteurs en droit.

Un membre a proposé de joindre les deux amendements mais en remplaçant le membre de phrase « la présente disposition cesse ses effets le 30 octobre 1975 » par « la présente disposition cesse ses effets à partir du 30 octobre 1975 ».

Un membre a signalé le risque de voir recruter dans les greffes un personnel peu qualifié.

Un membre a estimé que l'article 266 modifié continuera à donner aux jeunes docteurs ou licenciés en droit la possibilité de faire une carrière intéressante au greffe d'une cour d'appel ou d'une cour du travail.

Un membre s'est demandé pourquoi il faudrait faire une différence, en ce qui concerne les conditions de nomination du greffier en chef, entre un tribunal de première instance et une cour d'appel.

Il a déclaré se rallier à la proposition de loi. En effet, les docteurs ou les licenciés en droit peuvent être nommés dans les deux greffes.

Un membre a fait observer qu'aux Pays-Bas, la fonction de greffier constitue une étape normale dans la voie menant à la magistrature.

En Belgique, on constate que presque aucun docteur en droit ou licencié en droit ne postule lorsqu'une place de greffier est vacante. Il est donc peu réaliste de recruter des greffiers à la condition qu'ils possèdent un diplôme de docteur ou de licencié en droit.

L'auteur de la proposition de loi a déclaré que les docteurs ou les licenciés en droit conservent leurs chances d'être nommés aux fonctions de greffier ou de greffier en chef.

Un membre a estimé que le risque existe qu'à partir du 1^{er} janvier 1975, date à laquelle les cinq cours d'appel et cours du travail entreront en fonction avec leur nouvelle infrastructure, il y aura un manque de personnel compétent dans les greffes de ces cours.

Un membre a proposé de supprimer dans la proposition de loi initiale les mots « et avoir fait un stage d'un an », ainsi que les mots « Le stage est organisé par le Roi ».

Il a fait observer qu'en vertu des règlements en vigueur dans les tribunaux, ce stage n'est pas rémunéré.

La Commission a estimé que le principe d'un stage non rémunéré pour un docteur ou un licencié en droit était dépassé.

Avant de passer au vote, l'auteur de la proposition de loi a déclaré que, pour une promotion à la fonction de greffier en chef, l'expérience doit continuer à être valorisée.

* * *

Au § 1^{er}, la Commission a décidé à l'unanimité de supprimer les mots « et avoir fait un stage d'un an », ainsi que les mots « Le stage est organisé par le Roi ». Le § 1^{er} ainsi amendé a été adopté à l'unanimité.

En ce qui concerne le § 1, il a été tenu compte des deux amendements présentés (Doc. n° 47/2 et 3). Comme il s'agit d'une simple mesure transitoire il a été décidé, pour des

De auteur van het wetsvoorstel meent dat de mogelijkheid moet geboden worden om door een zeker aantal jaren ambtsuitoefening bevorderd te worden tot hoofdgriffier.

Het is dus een sociaal probleem. Het vooropstellen van een vaste datum in een wetsbepaling doet bezwaren rijzen.

De auteur van het tweede amendement meent echter dat aldus de kansen voor bevordering van het personeel der griffies verhoogd wordt.

De Minister van justitie verklaart dat het wetsvoorstel een teruggang betekent, omdat de huidige hoofdgriffiers in de hoven van beroep doctor in de rechten zijn.

Een lid stelt voor de twee amendementen samen te voegen met dien verstande dat de zinsnede « deze bepaling heeft geen uitwerking meer vanaf 30 oktober 1975 » wordt vervangen door « deze bepaling heeft geen uitwerking meer sinds 30 oktober 1975 ».

Een lid wijst op het gevaar dat in de griffies een weinig bevoegd personeel wordt aangenomen.

Een lid meent dat het gewijzigde artikel 266 aan jonge doctoren of licentiaten in de rechten de mogelijkheid blijft bieden een interessante carrière te maken in de griffie van een hof van beroep of een arbeidshof.

Een lid stelt zich de vraag waarom een verschil zou moeten worden gemaakt inzake de benoemingsvoorwaarden voor hoofdgriffier tussen een rechtbank van eerste aanleg en een hof van beroep.

Hij verklaart zich eens met het wetsvoorstel. In beide griffies kunnen immers doctoren of licentiaten in de rechten benoemd worden.

Een lid wijst erop dat in Nederland het ambt van griffier de normale weg is om magistraat te worden.

In België stelt men vast dat praktisch nooit een doctor of licentiaat in de rechten postuleert wanneer een plaats van griffier vrijkomt. Het is dus weinig realistisch griffiers aan te werven mits ze een diploma van doctor of licentiaat in de rechten bezitten.

De auteur van het wetsvoorstel verklaart dat de doctoren of licentiaten in de rechten hun kansen voor benoeming tot griffier of hoofdgriffier behouden.

Een lid meent dat het risico bestaat dat vanaf 1 januari 1975 — daarom waarop de vijf hoven van beroep en arbeidshoven met hun nieuwe infrastructuur in werking zullen treden — er een gebrek aan bevoegd personeel in de griffies van die hoven zal bestaan.

Een lid stelt voor de woorden « en één jaar stage hebben doorgemaakt » en « De Koning regelt de stage » te schrappen in het oorspronkelijk wetsvoorstel.

Er wordt op gewezen dat krachtens de vigerende reglementen in de rechtbanken deze stage niet bezoldigd is.

De Commissie meent dat het principe van een niet-bezoldigde stage voor een doctor of licentiaat in de rechten uit de tijd is.

Alvorens tot de stemming over te gaan, verklaart de auteur van het wetsvoorstel dat het element ervaring voor een bevordering tot hoofdgriffier moet gevaloriseerd blijven.

! ! !

In § 1 beslist de Commissie eenparig de woorden « en één jaar stage hebben doorgemaakt » en « de Koning regelt de stage » weg te laten. De aldus gewijzigde § 1 wordt eenparig aangenomen.

Wat § 2 betreft wordt rekening gehouden met de twee ingediende amendementen (Srukken n° 47/2 en 3). Daar het hier gaat om een loutere overgangsmaatregel wordt om legis-

raisons de technique légistique, d'en faire un article 2 distinct, libellé comme suit:

« Art. 2. — Par dérogation aux dispositions du 2° de l'article 266 du Code judiciaire, modifié par la présente loi, le Roi peut nommer aux fonctions de greffier en chef de la cour du travail, les personnes qui ont exercé la fonction de greffier dans une cour du travail depuis le 1^{er} novembre 1970.

La présente disposition cesse ses effets un an après sa publication au *Moniteur belge*. »

En conséquence, le sous-amendement (Doc. n° 47/4) est devenu sans objet.

La proposition de loi ainsi amendée a été adoptée à l'unanimité.

Le Rapporteur,

P. DE KERPEL.

Le Président,

L. REMACLE.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Article 1.

L'article 266 du Code judiciaire est modifié comme suit:

Art. 266. — Pour pouvoir être nommé greffier en chef de la cour d'appel ou de la cour du travail, le candidat doit:

- 1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;
- 2° être docteur en droit ou avoir exercé pendant cinq ans la fonction de greffier à la cour d'appel ou du travail.

Art. 2.

Par dérogation aux dispositions du 2° de l'article 266 du Code judiciaire, modifié par la présente loi, le Roi peut nommer aux fonctions de greffier en chef de la cour du travail, les personnes qui ont exercé la fonction de greffier à une cour du travail depuis le 1^{er} novembre 1970.

La présente disposition cesse ses effets un an après sa publication au *Moniteur belge*.

tieke redenen beslist hiervan een afzonderlijk artikel 2 te maken, luidend als volgt :

« Art. 2. — In afwijking van de bepalingen van 2° van artikel 266 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij deze wet, kan de Koning de personen die sinds 1 november 1970 het ambt van griffier bij een arbeidshof hebben uitgeoefend, benoemen tot hoofdgriffier van een arbeidshof.

Deze bepaling heeft geen uitwerking meer 1 jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. »

Het subamendement (Stuk n° 47/3) dat hierop betrekking heeft vervalt diensgevolge.

Het aldus gewijzigde wetsvoorstel wordt eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

P. DE KERPEL.

De Voorzitter,

L. REMACLE.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

Artikel 266 van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

Art. 266. — Om tot hoofdgriffier van het hof van beroep of van het arbeidshof te worden benoemd, moet men:

- 1° volle vijfendertig jaar oud zijn;
- 2° doctor in de rechten zijn ofwel 5 jaar het ambt van griffier bij een hof van beroep of een arbeidshof hebben uitgeoefend.

Art. 2.

In afwijking van de bepalingen van 2° van artikel 266 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij deze wet, kan de Koning de personen die sinds 1 november 1970 het ambt van griffier bij een arbeidshof hebben uitgeoefend, benoemen tot hoofdgriffier van een arbeidshof.

Deze bepaling heeft geen uitwerking meer 1 jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.